

## L'Asie Centrale, joker géopolitique du XXIème siècle : les divisions internes du triangle Russie-Kazakhstan-Chine

dimanche 9 janvier 2022, par [Vera AGEEVA](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Vera AGEEVA](#), **L'Asie Centrale, joker géopolitique du XXIème siècle : les divisions internes du triangle Russie-Kazakhstan-Chine**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 9 janvier 2022.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**La Russie continue aujourd'hui à occuper une place centrale dans l'économie du Kazakhstan. Mais depuis les années 2000 la Chine commence à y jouer un rôle le plus en plus important, et déjà sur certains aspects (investissement, projets d'infrastructure) elle est proche d'évincer la Russie de sa position dominante dans l'économie du Kazakhstan. Les tendances actuelles montrent que les relations dans le triangle Russie-Kazakhstan-Chine sont complexes d'abord à cause de la compétition latente entre Russie et Chine, mais aussi à cause des ambiguïtés inhérentes aux relations du Kazakhstan avec chacun de ses voisins géants.**

CES trente dernières années, [l'Asie centrale](#) fut presque, pour le grand public, comme un immense lieu vide sur la carte géopolitique. Les anciennes républiques soviétiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) ainsi que les satellites de l'URSS ([Mongolie](#)) dans la région ont longtemps été vues comme des pays officiellement indépendants mais toujours dans la zone d'influence économique, politique et sécuritaire de la Russie. Et en effet, ce fut le cas pendant les années 1990 à l'exception notable du Turkménistan qui devint presque immédiatement un pays autarcique, et ne rejoignit pas même le projet de Communauté des Etats indépendants (CEI), réalisant un « divorce civilisé » avec les anciens membres de l'Union soviétique. Mais vers la fin du XXème siècle et le début du XXIème la situation commença à changer car ces pays s'orientèrent vers une politique extérieure qu'ils nommèrent eux-mêmes « multivectorielle », c'est-à-dire essentiellement une politique cherchant à diversifier ses partenaires étrangers. C'est ainsi, à ce tournant du millénaire, que les pays occidentaux (Allemagne, Hollande, Italie notamment), les Etats-Unis ainsi que la Chine devinrent de réels challengers de l'hégémonie russe en Asie Centrale.



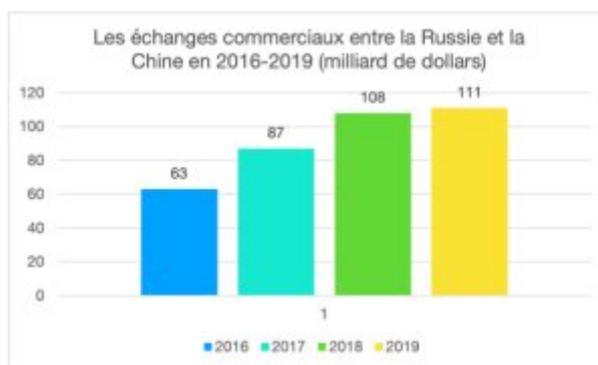
**Vera Ageeva**  
*Ageeva*

Le Kazakhstan présente un exemple éloquent de l'intersection des intérêts des divers acteurs géopolitiques de la région, dont les plus actifs aujourd'hui sont la Russie et la Chine. Cela ne sous-entend pas pour autant une position passive du Kazakhstan lui-même, qui depuis les premiers jours de son indépendance a œuvré en faveur de cette stratégie dite multivectorielle.

Même **les événements de janvier 2022** ne bousculent pas ces complexes équilibres russo-kazakho-chinois. Aux premiers jours de la nouvelle année les habitants de Janaozen et Aqtaw, villes situées au sud-ouest du Kazakhstan au bord de la mer Caspienne sont sortis dans les rues pour manifester contre l'augmentation drastique des prix sur le gaz liquéfié qui est utilisé dans le pays pour le chauffage et aussi pour les voitures. Les manifestations ont vite pris une ampleur nationale et se sont répandues à travers tout le pays. En l'espace de deux jours le gouvernement ne contrôlait plus les émeutes et les pillages. Dans cette situation, le président Tokaïev a sollicité l'aide de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dirigée par la Russie de manière officieuse. Les troupes russes accompagnées par un nombre insignifiant des soldats biélorusses, arméniens et kirghizes sont arrivés au Kazakhstan le 6 janvier 2022. Mais la Russie n'a pas été la seule à soutenir le gouvernement kazakh pendant cette période : d'après certaines sources la Chine l'a aussi aidé en assurant la coupure d'internet et des réseaux téléphoniques au Kazakhstan pendant les jours d'émeutes. En outre, l'intervention armée russe aura inévitablement des conséquences à long terme pour les relations entre les Russes et les Kazakhs, qui depuis l'indépendance de leur pays perçoivent [la Russie](#) comme un voisin néo impérialiste et revanchiste.

Début 2022, le Kazakhstan continue à assurer un équilibre entre ses deux partenaires principaux, la Russie et [la Chine](#). Mais leurs relations sont tout sauf simples ; en outre, malgré les déclarations officielles de Moscou et Pékin les relations sino-russes apparaissent souvent contradictoires quand [il s'agit de l'Asie Centrale](#), qui est vue par chacune des deux puissances comme appartenant à sa zone d'influence naturelle et historique.

Des documents officieux signés par la Russie et [la Chine](#) promettent une vaste collaboration vaste allant du secteur économique et énergétique aux projets culturels. En mai 2014 Moscou et Pékin ont signé un accord historique sur le gazoduc « La force de Sibérie », qui fut lancé en 2019 [1], et qui permet d'approvisionner en gaz la Chine avec 38 milliards de mètres cubes par an [2], ce qui en fait le deuxième importateur de gaz russe au monde - après l'Allemagne qui en reçoit 57 milliards de mètres cubes par an. Les échanges commerciaux entre les deux grands pays ne cessent de croître, notamment depuis 2014 [3] (Tableau 1 Les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine en 2016-2019).



**Tableau 1 Les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine en 2016-2019**

Analyse fondée sur les données du site ru-stat.com. Réalisation Vera Ageeva  
Ageeva

En 2020, pour la première fois, le solde commercial avec la Chine est devenu positif pour la Russie : cette dernière commença à exporter autant et même un peu plus que son voisin de

l'Est. De même, de plus en plus de touristes chinois se rendent en Russie grâce à l'accord établissant le régime sans visas (pour les groupes touristiques uniquement) et en 2019 leur nombre a atteint 2 millions. En 2015 Pékin a même proposé à Moscou d'annuler complètement les visas [4] mais à l'époque cette idée ne fut pas développée, pour les raisons que nous évoquerons plus bas. La coopération russo-chinoise est aussi bien institutionnalisée : les deux pays sont membres de l'[Organisation de coopération de Shanghai \(OCS\)](#), et en 2018 l'[Union Eurasiatique, menée par la Russie](#), a signé un accord de coopération avec la Chine. Récemment, Vladimir Poutine a confirmé que la Russie aidait la Chine à créer leur système de l'alerte avancée en cas d'attaque aux missiles.

Ce projet qui devait incarner l'ampleur de la coopération russo-chinoise est devenu le symbole du déséquilibre inhérent à ces relations.

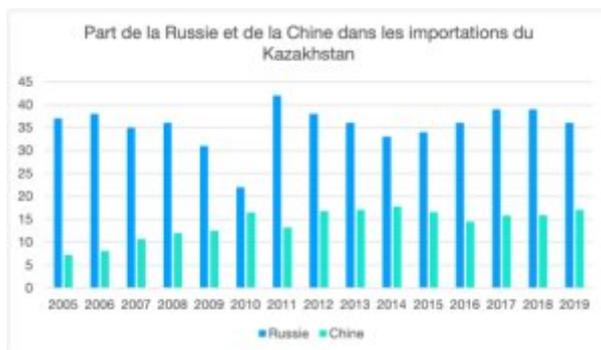
Pourtant, **les relations sino-russes sont loin d'être idéales** malgré une propagande active des deux côtés. Après le rattachement (NDLR :illégal) de la Crimée à la Russie en 2014 la guerre des sanctions qui éclata entre la Russie et l'Occident ne laissa pas d'autre choix aux dirigeants moscovites que de se tourner vers l'Est, essentiellement les chinois. Cela renforça la position de négociation de ces derniers, qu'ils n'hésitèrent pas à utiliser lors des discussions avec [Gazprom](#) sur le projet « La force de la Sibérie » : le fait que la partie financière de l'accord (notamment le prix du gaz pour l'exportation) soit restée secrète [5] engendre **des doutes légitimes parmi les experts et la population russe sur les réels bénéfices que tirera la Russie de ce marché**. Le non-respect de certaines obligations du côté russe dans ce projet comme dans d'autres provoqua également des inquiétudes à Pékin sur la fiabilité de Moscou. Ainsi, malgré l'opportune inauguration officielle de la « Force de la Sibérie » en 2019, **le débit réel du gazoduc n'a pas permis jusqu'à présent d'acheminer les volumes de gaz prévus par le contrat**, et de plus, les réserves elles-mêmes d'un des gisements principaux, celui de Tchayandinskoye, risquent de pas couvrir les besoins des partenaires [6]. Un autre exemple très révélateur des ambiguïtés des relations russo-chinoises est le pont construit en coopération sur la rivière Amour en Sibérie, qui devait connecter la ville russe de Nijneleninskoe et la ville chinoise de Tongjiang. La partie à construire côté chinois a été achevée dans les délais prévus (et même un peu en avance) tandis que la partie russe a été construite avec... 7 ans de retard en 2021 - et encore est-il utile de préciser que la Chine était responsable de 85% du projet et la Russie de seulement 15%. Ainsi **ce projet qui devait incarner l'ampleur de la coopération russo-chinoise est devenu le symbole du déséquilibre inhérent à ces relations**, lequel se révèle même au plus haut niveau, les dirigeants moscovites désignant la Chine comme leur « partenaire stratégique » et même « un allié » tandis que leurs voisins orientaux évitent soigneusement ces définitions [7].

Ces contradictions se manifestent également en [Asie Centrale où les intérêts de la Russie](#) et de la Chine se croisent. Derrière les déclarations officielles des leaders de Moscou et Pékin transparaissent des buts différents dans le secteur économique, énergétique, politique et même sécuritaire, ce que l'on retrouve notamment au Kazakhstan. Il faut dire que la stratégie indépendante du Kazakhstan complique la situation. D'un côté il entretient de bonnes relations avec la Russie ainsi qu'avec la Chine, de l'autre il garde avec chacun de ces partenaires une certaine distance et s'attache à mettre en œuvre sa politique « multivectorielle ». Il participe

activement dans les projets d'intégration avec la Russie : la CEI, l'Union eurasiatique (UEA) - le pays Kazakh ayant été l'un des fondateurs des institutions successives ayant précédé l'UEA - mais aussi l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) et d'autres encore. Il est également engagé dans [l'ambitieux projet chinois des Nouvelles routes de la soie](#), dans le cadre duquel il a signé un accord séparé avec la Chine malgré l'existence de l'accord similaire avec l'UEA déjà conclu à Moscou par les représentants russes. Les relations du Kazakhstan avec ses deux partenaires stratégiques font apparaître des points de tension considérables : des crises politiques et diplomatiques avec la Russie éclatent régulièrement tandis qu'une sinophobie se développe dans une partie sans cesse croissante de la population.

## Volet économique

Depuis quelque temps une tendance est devenue évidente dans l'économie du Kazakhstan : le commerce avec la Russie ainsi que les investissements de cette dernière au Kazakhstan diminuent ou au mieux stagnent, tandis que l'on observe dans les mêmes secteurs une présence croissante de la Chine. De 2005 à 2019 la Russie est restée le principal partenaire commercial du Kazakhstan, sa part dans les importations du pays s'est maintenue autour de 36% (mais avec un point bas en 2010 à 22%). Dans le même temps la part de la Chine est passée de 7,2% à 17,1% en 2019, soit plus qu'un doublement.



**Tableau 2. Part de la Russie et de la Chine dans les importations du Kazakhstan**

Analyse fondée sur les données du site [trendeconomy.ru](http://trendeconomy.ru) Réalisation Vera Ageeva

*Ageeva/Diploweb.com*

Dans les investissements, la Chine a même déjà dépassé la Russie : entre 1993 et 2008 elle a envoyé au Kazakhstan 18,5 milliards de dollars tandis que la Russie y investissait 14,3 milliards de dollars selon la Banque nationale du Kazakhstan [8] (ou 12,6 milliards selon les estimations de l'Ambassade du Kazakhstan en Russie). Les données chinoises indiquent même un chiffre plus de 2,5 fois plus élevé - 50 milliard de dollars [9]. Les experts s'accordent pour dire que dans les investissements la Chine n'est cependant pas le leader : les flux d'investissements les plus importants ont été envoyés au Kazakhstan par les Pays-Bas, les Etats-Unis et la Suisse. Les investissements chinois n'occupent aujourd'hui que 9 à 10% mais ils sont concentrés dans des secteurs stratégiques tels que les domaines pétrolier et gazier, agricole, minier, et les télécommunications : ils y constituent près de 30-40% (ibid). Le Kazakhstan est devenu le premier destinataire des investissements chinois parmi les membres de l'Union Eurasiatique : selon la statistique de la Banque eurasiatique de développement près de 70% s'y sont concentrés (et seulement 25% en Russie) [10]. La dynamique des dernières années confirme cette tendance : si la Russie n'a investi au Kazakhstan en 2019 que 136 millions de dollars, la

Chine la même année y a investi 1,7 milliards (ibid). La dette est aussi un indicateur important : vis-à-vis de la Russie elle se monte à 9,3 milliards de dollars et vis-à-vis de la Chine 11 milliards, ce qui est presque égal à la dette kazakhe envers la France (11,7 milliards) et presque 4 fois moins que celle envers les Pays-Bas (47 milliards) (données du 01.04.2019) [11].

Les entreprises chinoises s'implantent activement au Kazakhstan - aujourd'hui on en compte près de 2 500, dont 1 100 sont actives. Les compagnies à capitaux russes sont beaucoup plus nombreuses - 7 400 [12], mais comme avec les exportations il est important de noter la tendance actuellement à l'œuvre. En 2016 il n'y avait que 668 compagnies chinoises actives au Kazakhstan [13], leur nombre a donc doublé. Le nombre de banques russes et chinoises y est aujourd'hui égal : trois du côté russe (Sberbank, VTB et Alfa-bank) et 3 du côté chinois (Altyn Bank, Bank of China Kazakhstan et ICBC (Banque chinoise commercial et industriel)). Le Kazakhstan est le fondateur de la Banque eurasiatique de développement lancée en commun avec la Russie en 2006 mais en même temps il est co-fondateur de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, proposée par la Chine en 2014.

Un dernier paramètre qui a son importance : les projets et entreprises communs. Selon les données de l'Ambassade du Kazakhstan en Russie, aujourd'hui les deux pays mettent en œuvre ou sont en train de préparer 30 grands projets, essentiellement dans l'industrie, le commerce, la construction, la pharmacie, les produits pétroliers et gaziers, pour un montant total de 5 milliards de dollars [14]. En parallèle, les projets sino-kazakhs sont au nombre de 55, pour un montant plus de cinq fois supérieur, 27,4 milliards de dollars [15].

Pour résumer, la Russie continue aujourd'hui à occuper une place centrale dans l'économie du Kazakhstan - ce qui est logique après plus de 250 ans d'histoire commune. Mais depuis les années 2000 on peut discerner la tendance nette que la Chine commence à y jouer un rôle le plus en plus important, et déjà sur certains aspects (investissement, projets d'infrastructure) elle est proche d'évincer la Russie de sa position dominante dans l'économie du Kazakhstan.

## **Volet politique**

Sur les aspects politiques les relations sino-kazakhes et sino-russes apparaissent également contradictoires et sont lourdes de tensions qui à l'avenir pourraient menacer leur développement.

Les relations du Kazakhstan avec la Russie ont une longue histoire qui n'a pas toujours été facile et positive. Les experts kazakhs de la nouvelle génération soulignent que jusqu'à aujourd'hui les kazakhs eux-mêmes n'ont pas mené une analyse suffisante et appropriée de leur histoire coloniale. La seule évocation du mot 'colonial' au sujet de leur passé commun provoque de violentes disputes dans le dialogue russo-kazakh. D'un côté, les manuels kazakhs sur l'histoire nationale décrivent la soumission de leur peuple à la Russie comme une colonisation, appellent les Russes « les effaceurs », un mot habituellement utilisé pour les soldats nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, et mettent entre guillemets « le rattachement volontaire » à l'Empire russe au cours du XVIIIème siècle [16] ; de l'autre, les dirigeants moscovites refusent entièrement d'utiliser le terme de colonie dans [l'analyse de l'histoire russe impériale ainsi que soviétique](#).

Pourtant, les dirigeants aujourd'hui au pouvoir au Kazakhstan sont toujours des [politiciens nés](#)

[en URSS et formés à son idéologie](#). Nursultan Nazarbaev est devenu le président du Kazakhstan indépendant en 1990 et est resté au pouvoir presque 30 ans, mais sa présidence fut en fait une prolongation immédiate de sa carrière politique sous [l'Union soviétique où il fut secrétaire du Politburo du Parti communiste](#) du Kazakhstan (1979-1984) et président du Conseil des ministres (1984-1989). Les origines politiques du nouveau président de la République choisi par Nazarbaev et élu par le peuple kazakh en 2019, Kassym-Jomart Tokaïev, ne sont guère différentes de celles de son prédécesseur. Venant d'une famille très bien intégrée au système communiste, il est diplômé du réputé Institut des relations internationales à Moscou (MGIMO) et a servi au Ministère des affaires étrangères de l'URSS. Pour lui comme pour Nazarbaev, le passé soviétique fait partie de son histoire et même de son succès personnel et c'est pourquoi, comme le lui reprochent les nationalistes kazakhs, il n'est pas réellement capable de rompre les liens avec l'ancien colonisateur et d'emmener le pays vers la décolonisation complète et la vraie indépendance. Les problèmes non résolus avec son propre passé influencent la conscience nationale et la politique du Kazakhstan contemporain en les rendant incohérents, confus et contradictoires [17].

En mars 2014, lors de [l'annexion de la Crimée](#), cette incohérence se manifesta d'une manière particulièrement prononcée. Bien qu'étant un allié proche de la Russie, en ce moment de [crise internationale](#), alors qu'elle avait besoin de soutien, le Kazakhstan a choisi une position plutôt neutre et éloignée de la Russie - ainsi que les autres voisins des russes (tous les pays d'Asie Centrale et la Biélorussie). L'annexion fut un choc pour eux, et les réactions officielles, qui n'apparurent que deux jours après, furent ambiguës : même si elles reconnaissaient les résultats des « référendums » (NDLR : sans valeur internationalement reconnue) en Crimée, elles soulignaient à plusieurs reprises un attachement à la loi internationale selon laquelle les actions russes ne pourraient pas être reconnues légales ni aujourd'hui ni dans le futur. Fin mars 2014, à l'Assemblée générale de l'ONU une résolution « Sur l'indivisibilité territoriale de l'Ukraine » fut adoptée par 99 pays-membres de l'organisation. 11 pays s'y opposèrent mais le Kazakhstan n'en faisait pas partie, pas davantage que l'Ouzbékistan : au bout du compte aucun pays d'Asie Centrale ne fut solidaire de la Russie. Pour le Kremlin ce fut un échec diplomatique évident - le printemps de 2014 démontra que la Russie n'avait pas d'alliés fermes et fiables.

Notons cependant que cette "trahison" était déjà enracinée dans les contradictions profondes inhérentes aux relations de la Russie avec ses partenaires de l'espace post-soviétique, et notamment celle ayant trait à la question territoriale : toutes les républiques de l'ancienne union restaient inquiètes des revendications territoriales russes. La Géorgie avait déjà perdu deux parties de son territoire en 2008 (Ossétie du Sud et Abkhazie), la suivante fut l'Ukraine. Dans les autres républiques les idées nationalistes russes étaient bien connues : elles sont inspirées par Alexandre Soljenitsyne qui en 1994 déclara que la renaissance de la nation russe ne serait possible que si la Russie réussissait à rassembler ses territoires de l'Ukraine, de la Biélorussie et du nord du Kazakhstan. L'annexion illégale de la Crimée par la Russie ne fit donc que renforcer ces peurs, le Kremlin ayant démontré que pour des objectifs de politique interne il était capable d'aller jusqu'à l'agression militaire.

Les aventures géopolitiques de 2014 eurent les résultats escomptés pour le Kremlin : la société russe s'était à nouveau consolidée autour du leader national [18] et le mécontentement populaire qui avait atteint un degré dangereusement haut à la veille du retour de Vladimir Poutine au pouvoir en 2011-2012 était finalement redescendu. Mais l'euphorie du « rassemblement des terres russes », fêté bruyamment à Moscou et dans toutes les villes de

Russie, fut de courte durée. Vers 2017-2018 la société russe se rendit compte des conséquences économiques de cet aventurisme et ouvrit les yeux sur le système des oligarques qui s'était établi dans le pays et profitait des richesses nationales malgré la détérioration de la situation économique générale. C'est ainsi que le Kremlin commença à chercher une nouvelle idée, similaire au « triomphe » de la Crimée de 2014 et capable de réunir le peuple russe une nouvelle fois autour de ses dirigeants. [La Biélorussie](#) apparaissait comme une cible facile et rapide à atteindre, et à partir de ce moment [A. Lukashenko](#) fut mis sous une forte pression du Kremlin visant à une « intégration plus profonde » avec le voisin de l'Est. Pour les autres pays de l'espace post-soviétique ce fut un signal d'alarme.

Une certaine tension entre Russie et Kazakhstan devint évidente à ce moment. A partir de 2014 leurs relations passèrent par une série de crises politiques qui n'eurent pas de conséquences graves pour la coopération économique mais qui en même temps poussèrent le Kazakhstan vers une stratégie plus diversifiée permettant de devenir moins dépendant de son voisin du Nord. Ces crises furent provoquées par des déclarations d'hommes politiques russes haut placés à propos de l'histoire du Kazakhstan et de sa souveraineté. En août 2014 V. Poutine fit remarquer en public que Nursultan Nazarbaev était un leader doué « qui avait réussi à construire un Etat là où il n'en avait jamais existé ». Cette phrase fut perçue par les kazakhs comme une attaque contre leur souveraineté et leur indépendance : le mois suivant une nouvelle fête nationale fut établie au Kazakhstan, « la fête de la souveraineté », célébrant un Etat qui en 2015 aurait eu 550 ans. Les années suivantes des conflits similaires eurent lieu. Vladimir Jirinovsky, leader d'un parti politique siégeant à la Douma, attaqua régulièrement en proposant par exemple de créer une région d'Asie Centrale en Russie qui inclurait toutes les républiques existant aujourd'hui. En 2020 un député russe, ancien dirigeant de la fondation « Monde russe » Vyatcheslav Nikonov (qui est également un petit-fils de V. Molotov) insinua que le pays des kazakhs n'avait jamais existé et que leur Etat était apparu grâce aux russes. La dernière déclaration en date dans cette série fut à nouveau le fait de V. Poutine en juin 2020, lorsqu'il nomma les territoires appartenant aux pays post-soviétiques « les cadeaux faits par la Russie ». Si auparavant les réactions officielles à ces attaques se limitaient à des notes de protestation et des interdictions d'entrée de diplomates, cette fois le président Tokaïev répondit dans un article publié à la veille des élections parlementaires au Kazakhstan en déclarant avec fermeté que son pays « n'avait jamais reçu de cadeaux de qui que ce soit » [19].

Les tensions dans les relations russo-kazakhes se sont également exprimées au sujet de la langue, une question toujours sensible du côté russe. En 2016 le Kazakhstan changea son alphabet du cyrillique au latin et selon certaines sources, cette décision fut prise en 2014 suite à l'annexion de la Crimée. Depuis, les tendances nationalistes se sont renforcées au Kazakhstan : les activités pro-russes sont désormais jugées et sanctionnées par de la prison ferme - par exemple, le blogueur Yermek Taitchibekov en 2021 fut condamné à 7 ans de prison pour ce motif -, et des raids d'inspection dits 'linguistiques' sont menés dans les magasins et autres endroits publics pour vérifier qu'ils utilisent le kazakh et non le russe. Les activités nationalistes vont plus loin encore et forcent des ressortissants russes à s'excuser publiquement devant caméra pour des déclarations jugées anti-kazakhes.

La coopération sino-kazakhe n'est pas non plus exempte de tensions internes cachées qui en 2022 ne lui nuisent pas encore, mais peuvent avoir un potentiel destructif à l'avenir. Contrairement à la situation prévalant avec la Russie, les relations entre Kazakhstan et Chine ne sont pas accablées par un passé traumatisant. Aujourd'hui la Chine propose à ses

partenaires des conditions spéciales dans les projets communs et dans les crédits : si [l'Union européenne](#) impose souvent certaines conditions économiques ou politiques, le géant d'Asie n'inclut jamais explicitement de conditions similaires dans les contrats ou les négociations. Il s'agit cependant là des déclarations officielles chinoises : en réalité, comme le souligne l'expert T. Umarov, des conditions sont dans les faits imposées par la Chine durant la coopération, lorsque tous les documents sont déjà signés et les travaux communs commencés [20]. De fait, l'élargissement de la collaboration avec la Chine inquiète la société kazakhe : les investissements, les projets communs d'infrastructure et de construction, la participation dans la Nouvelle route de la soie présentent évidemment un énorme intérêt pour le Kazakhstan mais en même temps génèrent de très fortes craintes au sujet du néo-impérialisme chinois et d'une certaine colonisation du Kazakhstan par son voisin de l'Est. C'est pourquoi les visites officielles du président du Kazakhstan à Pékin sont toujours accompagnées par des manifestations massives à Nursultan, la capitale. Une réaction particulièrement négative s'exprima lors de l'annonce de la proposition des « 55 usines chinoises » qui prévoyait le développement de projets communs industriels sino-kazakhs ; au Kazakhstan elle fut perçue comme une expansion chinoise qui finirait par l'occupation des territoires kazakhs par les chinois. Les kazakhs ont vécu plusieurs fois dans leur histoire l'occupation de leurs territoires par des étrangers - sous l'Empire russe après l'abolition du servage mais aussi sous l'URSS avec l'exploitation des « terres vierges » (освоение целины) - c'est pourquoi l'arrivée d'ouvriers chinois sur le territoire kazakh provoque de tels accès de fièvre. Plusieurs manifestations furent organisées dans les différentes villes kazakhes contre ce projet en 2019. Les mêmes peurs avaient déjà suscité les manifestations de 2016, lorsque le gouvernement kazakh envisageait de changer la loi sur les terres, qui aurait permis aux étrangers d'en posséder. La société kazakhe a interprété ces changements sous l'angle de l'expansion chinoise car grâce à eux les chinois aussi recevaient le droit de posséder des territoires kazakhs. Dans l'ensemble les kazakhs s'opposent à l'endettement de leur pays auprès de la Chine, ayant en tête les exemples de pays endettés devant céder des infrastructures pour payer leurs créanciers - et en particulier le cas pour le moins désobligeant du Sri Lanka et de son port de Hambantota désormais utilisé par la Chine.

Un autre thème sensible qui pourrait provoquer une crise dans les relations sino-kazakhes est évidemment **l'oppression des musulmans au Xinjiang et notamment des kazakhs qui y habitent**. Depuis des années apparaissent des témoignages de kazakhs qui ont été emprisonnés dans les camps chinois de « rééducation », mais le gouvernement kazakh préfère minimiser le sujet et ne pas en discuter avec ses homologues chinois. Cette faiblesse provoque un fort mécontentement parmi les kazakhs qui organisent des [manifestations](#) régulières devant l'Ambassade chinoise au Kazakhstan. L'islam joue un rôle important dans l'identité nationale kazakh, c'est pourquoi tôt ou tard la stratégie de négligence choisie par le gouvernement risque de finir dans l'impasse.

Des provocations régulières influencent négativement les relations sino-kazakhs : par exemple, en août 2020, le site très connu en Chine *sohu.com*, soutenu par le gouvernement chinois, a publié un article intitulé « Pourquoi le Kazakhstan cherche à retourner en Chine ? », dans lequel les auteurs insinuent que le destin du Kazakhstan était de redevenir une partie de la Chine car il lui appartenait historiquement. L'article provoqua une crise diplomatique [21] et après quelques jours il fut supprimé du site. En 2021 une « infox » produite par un petit media kazakh et prétendant que la Chine allait effacer la dette kazakhe dans le cas d'un rattachement du pays à son territoire s'est répandue rapidement au Kazakhstan et a contribué aussi au

renforcement des sentiments anti-chinois dans la société kazakhe. La sinophobie est depuis longtemps présente au Kazakhstan [22] et aujourd'hui on ne peut que constater son développement rapide. Dans un futur proche elle pourrait devenir un facteur majeur des relations sino-kazakhes et par la suite renverser l'équilibre des forces en Asie Centrale.

Peut-on pour autant dire que les peurs kazakhes envers la Chine sont infondées ? Pas complètement. Les experts du monde entier s'accordent pour dire que [Xi Jinping représente un nouveau type de leader chinois](#) ayant assez d'ambitions et de capacités pour changer radicalement [la stratégie internationale de la Chine](#). Andrew Erickson par exemple écrit que l'idée de Xi Jinping de restauration de l'empire chinois vers 2049 (anniversaire de la Révolution), qui implique le rassemblement des territoires chinois épars, doit être prise au sérieux par les voisins chinois et par le monde entier [23]. Ivan Krastev et Stephen Holmes signalent eux que « la projection de la puissance économique chinoise peut devenir un jour plus violente et plus militariste » [24] et que « la Chine peut changer sa tactique, de l'endettement des petits pays vers l'intimidation » [25].

\*

Ainsi, les tendances actuelles montrent que les relations dans le triangle Russie-Kazakhstan-Chine restent singulièrement complexes : d'abord à cause de la compétition latente entre Russie et Chine, mais aussi à cause des ambiguïtés inhérentes aux relations du Kazakhstan avec chacun de ses voisins géants. Pour sortir de cet écheveau inextricable le Kazakhstan pourrait rechercher d'[autres partenaires](#) capables de réduire sa dépendance à la Russie et à la Chine et tenter d'établir un équilibre stratégique dans la région. Pour le moment [la Turquie](#) et les Etats-Unis (notamment avec la nouvelle administration Biden) peuvent prétendre à ce rôle.

Diploweb : La crise de janvier 2022 sera-t-elle un accélérateur de refondation des relations entre le Kazakhstan, la Russie et la Chine, voire d'autres acteurs ?

De façon intéressante, [la pandémie de coronavirus COVID-19](#) a confirmé l'attachement du Kazakhstan à son concept de politique multi-vectorielle. Il a ainsi négocié avec ses deux grands partenaires la fourniture des vaccins Sinopharm/HayatVax (avec la Chine) et Sputnik V (avec la Russie), mais en même temps il a pu élaborer et produire son propre vaccin QazVac. L'avenir proche montrera si le Kazakhstan est capable de maintenir ce schéma complexe et d'en extraire le maximum de bénéfices pour ses intérêts nationaux.

*Copyright Janvier 2022-Ageeva/Diploweb.com*

---

## **Bibliographie**

1. Gazoduc « La force de Sibérie », site officiel de Gazprom. URL :

<https://www.gazprom.ru/projects/power-of-siberia/>.

2. Statistique d'approvisionnement en Europe 2019, site officiel de Gazprom export.  
<http://www.gazpromexport.ru/statistics/>.

3. Chjan Vei Qu'est-ce que les touristes chinois apportent à la ville. Site officiel du Consulat de la Chine à Saint-Pétersbourg. 22.01.2020. URL -  
<http://stpetersburg.china-consulate.org/rus/zlgxw/t1735156.htm>.

4. La Chine envisage d'annuler les visas avec la Russie. Lenta.ru. 10.11.2015. URL -  
<https://lenta.ru/news/2015/11/10/chinavisas/>.

5. Barsukov, Yu. Combien coûte le gaz pour la Chine ? Kommersant №67, 14.04.2020, P. 5.  
URL - <https://www.kommersant.ru/doc/4320766>.

6. Projet du siècle en danger : 'la force de la Sibérie' ne sera pas suffisante pour la Chine.  
Mk.ru. 28.05.2020. URL -  
<https://www.mk.ru/economics/2020/05/28/proekt-veka-pod-ugrozoy-cily-sibiri-ne-khvatit-na-kitay.html>.

7. Kashin, V. Une alliance non déclarée. Comment la collaboration de la Russie et de la Chine passe au niveau supérieur. Carnegie Moscou. 18.10.2019. URL -  
<https://carnegie.ru/commentary/80096>.

8. Seit, A. Infographie. Pourquoi la Chine investit au Kazakhstan ? Central Asian Bureau for Analytical Reporting. 20.12.2019. URL -  
<https://cabar.asia/ru/infografika-zachem-kitaj-investiruet-v-kazahstan>.

9. Ce n'est pas la Chine que le Kazakhstan doit craindre. Forbes Kazakhstan. 25.09.2019. URL -  
[https://forbes.kz/process/expertise/ekspertyi\\_boyatsya\\_nado\\_ne\\_kitaya\\_a\\_sobstvennoy\\_syirevoy\\_zavisimosti/](https://forbes.kz/process/expertise/ekspertyi_boyatsya_nado_ne_kitaya_a_sobstvennoy_syirevoy_zavisimosti/).

10. Pak, E.V. Participation chinoise dans la construction de l'infrastructure sur le territoire de la Russie et de la Chine. Initiative 'Une ceinture, un chemin' [Uchastie KNR v infrastruktornom stroitel'stve na territorii Rossii i Kitaja. Iniciativa « Odin pojas -odin put' » ]. Rossijskij vneshnejekonomicheskij vestnik p.96.

11. Beinoeva, M. La dette kazakhe envers la Chine et la Russie a diminué. Infographie.  
LS.kz.06.09.2019. URL - <https://lsm.kz/vneshnij-dolg-kazahstana-za-1-kvartal>.

12. Le nombre d'entreprises avec participation étrangère au Kazakhstan a augmenté de 12% cette année. Forbes Kazakhstan. 12.11.2020. URL -  
[https://forbes.kz/news/2020/10/12/newsid\\_235355](https://forbes.kz/news/2020/10/12/newsid_235355).

13. Saruar, A. Combien de sociétés étrangères sont présentes au Kazakhstan. Infographie.  
LS.kz. 25.01.2016. URL -  
<https://lsm.kz/skol-ko-inostrannyh-kompanij-rabotaet-v-kazahstane-infografika>.

14. Site de l'Ambassade du Kazakhstan en Russie. Données sur la coopération économique bilatérale. URL -  
[https://kazembassy.ru/rus/sotrudnichestvo/dvustoronnee\\_sotrudnichestvo/ekonom\\_sotrudnichestvo/](https://kazembassy.ru/rus/sotrudnichestvo/dvustoronnee_sotrudnichestvo/ekonom_sotrudnichestvo/).

15. La Chine a investi 1,5 milliard de dollars dans l'économie du Kazakhstan. Business Mir Kazakhstan. 29.08.2019. URL -  
<https://businessmir.kz/2019/08/29/1-5-milliarda-dollarov-investiroval-kitaj-v-ekonomiku-kazahst>

[ana/](#).

16. Kan, G.V. L'histoire du Kazakhstan [Istorija Kazahstana] 4-e izd, pererab. i dop. - Almaty : Almatykitap baspasy, 2011.
17. Par exemple Kudaibergenova Diana T. The Use and Abuse of Postcolonial Discourses in Post-independent Kazakhstan. Europe-Asia Studies, Volume 68, 2016 - Issue 5, PP. 917-935.
18. Gel'man V. Bad Governance. Politics in modern Russia [Nedostojnoe pravlenie. Politika v sovremennoj Rossii]. European University in St. Petersburg Publishing House. 2019.
19. Le Président du Kazakhstan a publié un article suite à la déclaration du député russe. RIA Novosti. 05.01.2021. URL - <https://ria.ru/20210105/tokaev-1592079674.html>.
20. Umarov T. Antichinese Spring [Antikitajslaya osen]. Carnegie Moscow, 2019.
21. L'article sur l'appartenance du Kazakhstan à la Chine a conduit à une note de protestation. Radio Azattyk. 14.04.2020. URL - <https://rus.azattyq.org/a/kazakstan-and-china-note-of-protest/30553220.html>.
22. Laruelle M., Peyrouse S. Central Asian Perceptions of China. The China and Eurasia forum quarterly. Volume 7, No. 1, 2009.
23. Erickson A. China // in Thierry Balzacq, Peter Dombrowski, and Simon Reich Comparative Grand Strategy : A Framework and Cases. Oxford Scholarship. 2019.
24. Krastev I., Holmes St. The Light That Failed [Svet, obmanuvshij nadezhdy]. Alpina Publisher, 2021, p.308.
25. Krastev I., Holmes St., 2021, p.311.

---

## **P.-S.**

Doctorante à Sciences Po Paris, professeure associée de la Haute école des études économiques (HSE) en Russie depuis 2017

---

## **Notes**

[1] Gazoduc « La force de Sibérie », site officiel de Gazprom. URL : <https://www.gazprom.ru/projects/power-of-siberia/>.

[2] Statistique d'approvisionnement en Europe 2019, site officiel de Gazprom export. <http://www.gazpromexport.ru/statistics/>.

[3] Chjan Vei. Qu'est-ce que les touristes chinois apportent à la ville. Site officiel du Consulat de la Chine à Saint-Pétersbourg. 22.01.2020. URL - <http://stpetersburg.china-consulate.org/rus/zlgxw/t1735156.htm>.

[4] La Chine envisage d'annuler les visas avec la Russie. Lenta.ru. 10.11.2015. URL - <https://lenta.ru/news/2015/11/10/chinavisas/>.

[5] Barsukov, Yu. Combien coûte le gaz pour la Chine ? Kommersant №67, 14.04.2020, P. 5. URL - <https://www.kommersant.ru/doc/4320766>

[6] Projet du siècle en danger : 'la force de la Sibérie' ne sera pas suffisante pour la Chine. Mk.ru. 28.05.2020. URL -

<https://www.mk.ru/economics/2020/05/28/proekt-veka-pod-ugrozoy-cily-sibiri-ne-khvatit-na-kitay.html>.

[7] Kashin, V. Une alliance non déclarée. Comment la collaboration de la Russie et de la Chine passe au niveau supérieur. Carnegie Moscou. 18.10.2019. URL - <https://carnegie.ru/commentary/80096>.

[8] Seit, A. Infographie. Pourquoi la Chine investit au Kazakhstan ? Central Asian Bureau for Analytical Reporting. 20.12.2019. URL - <https://cabar.asia/ru/infografika-zachem-kitaj-investiruet-v-kazahstan>.

[9] Ce n'est pas la Chine que le Kazakhstan doit craindre. Forbes Kazakhstan. 25.09.2019. URL - [https://forbes.kz/process/expertise/ekspertyi\\_boyatsya\\_nado\\_ne\\_kitaya\\_a\\_sobstvennoy\\_syire\\_voy\\_zavisimosti/](https://forbes.kz/process/expertise/ekspertyi_boyatsya_nado_ne_kitaya_a_sobstvennoy_syire_voy_zavisimosti/).

[10] Pak, E.V. Participation chinoise dans la construction de l'infrastructure sur le territoire de la Russie et de la Chine. Initiative 'Une ceinture, un chemin' [Uchastie KNR v infrastruktornom stroitel'stve na territorii Rossii i Kitaja. Iniciativa « Odin pojas -odin put' » ]. Rossijskij vneshneekonomicheskij vestnik p.96.

[11] Beinoeva, M. La dette kazakhe envers la Chine et la Russie a diminué. Infographie. LS.kz.06.09.2019. URL - <https://lsm.kz/vneshnij-dolg-kazahstana-za-1-kvartal>.

[12] Le nombre d'entreprises avec participation étrangère au Kazakhstan a augmenté de 12% cette année. Forbes Kazakhstan. 12.11.2020. URL - [https://forbes.kz/news/2020/10/12/newsid\\_235355](https://forbes.kz/news/2020/10/12/newsid_235355).

[13] Saruar, A. Combien de sociétés étrangères sont présentes au Kazakhstan. Infographie. LS.kz. 25.01.2016. URL - <https://lsm.kz/skol-ko-inostrannyh-kompanij-rabotaet-v-kazahstane-infografika>.

[14] . Site de l'Ambassade du Kazakhstan en Russie. Données sur la coopération économique bilatérale. URL - [https://kazembassy.ru/rus/sotrudnichestvo/dvustoronnee\\_sotrudnichestvo/ekonom\\_sotrudnichestvo/](https://kazembassy.ru/rus/sotrudnichestvo/dvustoronnee_sotrudnichestvo/ekonom_sotrudnichestvo/)

[15] La Chine a investi 1,5 milliard de dollars dans l'économie du Kazakhstan. Business Mir Kazakhstan. 29.08.2019. URL - <https://businessmir.kz/2019/08/29/1-5-milliarda-dollarov-investiroval-kitaj-v-ekonomiku-kazahstana/>

[16] Kan, G.V. L'histoire du Kazakhstan [Istorija Kazahstana] 4-e izd, pererab. i dop. - Almaty : Almatykitap baspasy, 2011.

[17] Par exemple Kudaibergenova Diana T. The Use and Abuse of Postcolonial Discourses in Post-independent Kazakhstan. Europe-Asia Studies, Volume 68, 2016 - Issue 5, PP. 917-935.

[18] Gel'man V. Bad Governance. Politics in modern Russia [Nedostojnoe pravlenie. Politika v sovremennoj Rossii]. European University in St. Petersburg Publishing House. 2019.

[19] Le Président du Kazakhstan a publié un article suite à la déclaration du député russe. RIA Novosti. 05.01.2021. URL - <https://ria.ru/20210105/tokaev-1592079674.html>.

[20] Umarov T. Antichinese Spring [Antikitajslaya osen]. Carnegie Moscow, 2019.

[21] L'article sur l'appartenance du Kazakhstan à la Chine a conduit à une note de protestation. Radio Azattyk. 14.04.2020. URL - <https://rus.azattyq.org/a/kazakstan-and-china-note-of-protest/30553220.html>.

[22] Laruelle M., Peyrouse S. Central Asian Perceptions of China. The China and Eurasia forum quarterly. Volume 7, No. 1, 2009.

[23] Erickson A. China // in Thierry Balzacq, Peter Dombrowski, and Simon Reich Comparative Grand Strategy : A Framework and Cases. Oxford Scholarship. 2019.

[24] Krastev I., Holmes St. The Light That Failed [Svet, obmanuvshij nadezhdy]. Alpina Publisher, 2021, p.308.

[25] Krastev I., Holmes St., 2021, p.311.